

La Pauvreté en Europe :  
Se frayer un passage  
hors du labyrinthe  
de la pauvreté



ZERO  
POVERTY



## ■ Information de référence

### ■ Documents de Caritas Europa sur la Pauvreté 2010

Le présent document intitulé « Se frayer un passage hors du labyrinthe de la pauvreté » s'inscrit dans la lignée d'une série de documents sur la pauvreté que Caritas Europa a commencé à publier en 2010, Année européenne de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Cette série se compose d'un document principal intitulé « [La Pauvreté parmi nous](#) » (également disponible en bulgare, tchèque, allemand, espagnol, anglais, croate, italien, néerlandais, polonais, portugais, roumain et slovène, en version électronique et papier) et d'un certain nombre de documents y afférents comme celui-ci. Ces documents sont téléchargeables sur Internet. Il existe également un document intitulé « [La pauvreté en Europe : Méthodes pour les jeunes](#) ».

#### Comment utiliser ce document ?

ce document décrit l'importance des enfants et des familles dans nos sociétés à la lumière de la doctrine sociale chrétienne. Il approfondit les considérations du document principal en matière de couverture et d'aide sociales par le biais de la famille, du marché de l'emploi et de l'état providence, qui constituent les trois piliers du modèle de protection sociale que nous utilisons.

Les collègues de Caritas peuvent utiliser ce document pour plaider en faveur de (meilleures) mesures politiques dans le domaine de l'enfance et de la famille dans leur pays. Chacun peut se concentrer sur un ou plusieurs domaines politiques (inégalités en matière de revenus, éducation, santé, logement, droits, participation, solidarité intergénérationnelle,...) et s'inspirer des recommandations pour son travail de plaider. Les conclusions peuvent être concrétisées par l'ajout d'exemples pratiques (liés à ceux repris dans l'introduction) de tout pays.

Ce document s'inscrit également dans la campagne Zéro Pauvreté [www.zeropoverty.org](http://www.zeropoverty.org).

Le site Web interactif, l'utilisation du matériel promotionnel pour la campagne et l'organisation d'événements publics pour lutter contre la pauvreté sont autant d'activités qui peuvent et doivent être associées au contenu de ce document et de ses messages.

Le présent document « Se frayer un passage hors du labyrinthe de la pauvreté » a été rédigé par des membres du personnel du secrétariat de Caritas Europa ainsi que par le personnel d'organisations membres nationales de toute l'Europe : Geneviève Colas, Hanna-Liisa Ennet, Dr. Rosemary Keenan, Dr. Verena Liessem, Adriana Opromolla, Dr. Clarita Schwengers, Alojzij Stephan et Robert Urbé. Je leur suis reconnaissant pour ce document qui représente l'état d'esprit actuel de Caritas en Europe.

Bruxelles, octobre 2010

Erny Gillen

Président de Caritas Europa

# ■ Se frayer un passage hors du labyrinthe de la pauvreté

## ■ A. Introduction

Caritas et ses organisations membres s'efforcent de définir un ordre social juste pour les opprimés et les exploités, où la pauvreté matérielle est prise en charge par des solutions adéquates. L'activité économique y est placée au service de l'humanité et de la société.

Les enfants, vulnérables et impuissants, sont souvent les laissés-pour-compte de nos sociétés. La pauvreté est l'une des principales conséquences de l'exclusion sociale et elle empêche les enfants d'accéder aux ressources nécessaires pour leur permettre de grandir en développant tout leur potentiel.

Caritas Europa définit la pauvreté comme suit<sup>1</sup>:

La pauvreté est un phénomène aux nombreuses dimensions et facettes<sup>2</sup>. basé non seulement sur les revenus, mais également sur les besoins essentiels, les droits de l'homme fondamentaux, ainsi que sur d'autres impondérables tels que vulnérabilité, risque, inégalité, marginalisation, discrimination, exclusion, sentiment d'impuissance, manque d'options et de choix. Aussi les enfants sont-ils souvent les premiers à subir les conséquences de la pauvreté. Ils souffrent de la pauvreté, non pas en vase clos, mais généralement au sein même de la cellule familiale en proie à la pauvreté. Dans son document sur la pauvreté publié dans le cadre de l'Année européenne 2010, « La Pauvreté parmi nous », Caritas définit la famille comme l'un des piliers de la protection et de la sécurité sociales<sup>3</sup>. Le cadre familial préserve le bien-être, le potentiel et les aptitudes de ses membres et répond à leurs besoins matériels tout en leur offrant un foyer plutôt qu'un simple abri. Les familles ne sont cependant pas à l'abri de la pauvreté. Dans le contexte d'un modèle de pauvreté biographique et de lutte contre ce modèle, la famille joue un rôle déterminant en tant que milieu social où la pauvreté peut être endiguée à la base<sup>4</sup>.

Notre sous-titre, Se frayer un passage hors du labyrinthe de la pauvreté, cherche à véhiculer le fait que la pauvreté est un phénomène dans lequel les familles peuvent se retrouver piégées, comme on entre dans un labyrinthe sans connaître le chemin de la sortie. Le point d'entrée peut être un ou plusieurs facteurs qui font dévier une famille sur la trajectoire de ce labyrinthe. La capacité à se frayer un chemin hors de ce labyrinthe dépendra des aptitudes des personnes qui y sont piégées à progresser en son sein et des ressources dont elles disposent pour leur permettre de s'en sortir indemnes. Dans le contexte de cette métaphore, les travailleurs Caritas agissent en tant qu'accompagnateurs pour guider les familles, les aider et leur apporter les ressources nécessaires pour évoluer en toute sécurité vers la sortie. Il apparaît évident que les enfants nés dans des familles qui ne sont pas parvenues à sortir de la pauvreté, grandiront à leur tour dans la pauvreté. Lorsque deux ou trois générations d'une même famille demeurent empêtrées dans le labyrinthe, nous pouvons parler de transfert intergénérationnel de la pauvreté.

1 Rapport de Caritas Europa sur la pauvreté en Europe, 2001. <http://www.caritas-europa.org/code/en/publications.asp>

2 Voir chapitre 2 de « La pauvreté parmi nous », un document sur la pauvreté de Caritas Europa publié dans le cadre de l'année européenne 2010.

3 Voir chapitre 1 de « La pauvreté parmi nous », un document sur la pauvreté de Caritas Europa publié dans le cadre de l'année européenne 2010.

4 Voir chapitre 3 de « La pauvreté parmi nous », un document sur la pauvreté de Caritas Europa publié dans le cadre de l'année européenne 2010

Ce document se penchera plus particulièrement sur la transmission intergénérationnelle de la pauvreté dans la mesure où l'impact d'une situation de pauvreté est, dans la plupart des cas, différent lorsque la pauvreté constitue 'seulement' un (bref) passage dans une vie en comparaison à une situation de pauvreté transmise de génération en génération.

La pauvreté et l'exclusion sociale des enfants, bien que différentes dans leur forme et leurs nuances, sont un problème commun à tous les États européens. Dans la plupart des pays, les enfants courent un plus grand risque d'être touchés par la pauvreté et l'exclusion sociale que les adultes. La pauvreté infantile est considérée comme un problème multidimensionnel nécessitant des mesures urgentes dans les domaines de la politique sociale, économique, de la santé, environnementale et culturelle. Grandir dans la pauvreté peut affecter le développement de l'enfant sous toutes ses dimensions et peut avoir de sérieuses répercussions sur le long terme en empêchant l'enfant d'atteindre son plein potentiel, en ayant de graves conséquences sur sa santé, en entravant son développement personnel, son éducation et son bien-être général.

## ■ B. La réalité des enfants et de leurs parents en Europe

La pauvreté des enfants doit être abordée dans un contexte familial. Dans de nombreux pays, le seul fait d'avoir trois enfants ou plus peut constituer un facteur contribuant à plonger une famille dans la pauvreté. D'une manière générale, l'entrée d'une famille dans la pauvreté peut être déclenchée par un ou plusieurs facteurs. Parmi les plus courants, citons :

- o Le chômage
- o Un décès
- o Une maladie à long terme de la principale ressource économique du ménage
- o La prise en charge de membres âgés de la famille
- o Une séparation ou un divorce
- o La discrimination

Manœuvrer et se frayer un chemin hors du labyrinthe de la pauvreté peut prendre plusieurs générations d'une même famille. Il ne s'agit pas d'un parcours linéaire, chaque famille aura un point de départ différent pour évoluer vers la sortie. Il faut reconnaître que les facteurs affectant la pauvreté infantile peuvent, au fil du temps, finir par s'enraciner dans la famille elle-même et dans l'organisation structurelle de la société.

La transmission intergénérationnelle de la pauvreté (monétaire) ainsi que la durée et la persistance de la pauvreté infantile ont récemment fait l'objet d'une étude de la Commission européenne<sup>1</sup>. Il existe des preuves statistiques de la transmission intergénérationnelle du préjudice en ce qui concerne l'éducation. Une analyse des résultats de l'étude sur les revenus et les conditions de vie (EU-SILC 2005) démontre, par exemple, que le fait de naître dans une famille avec un niveau d'études faible diminue les chances d'atteindre un niveau d'études élevé. De même, les enfants d'ouvriers qualifiés sont jusqu'à trois fois moins susceptibles de devenir managers, professionnels ou techniciens que les enfants dont les parents occupent

<sup>1</sup> Voir Frazer, H. and Marlier, E. (2007): Tackling child poverty and promoting the social inclusion of children in the EU, Key lessons

un tel poste<sup>1</sup>. D'autres données confirment qu'il existe une corrélation entre le fait d'être pauvre et défavorisé à un jeune âge et le fait d'être pauvre et défavorisé à l'âge adulte<sup>2</sup>. Ceci est lié à la pauvreté monétaire et à l'éducation, mais également à d'autres conditions de vie comme la santé et le logement, par exemple. Le phénomène de transmission intergénérationnelle de la pauvreté doit donc être abordé comme un problème multidimensionnel. L'attention portée sur ces phénomènes démontre l'existence et l'ampleur de ces problèmes.

### 1. Dimensions de la pauvreté infantile:

Le cadre de travail décrit dans le document Caritas « La Pauvreté parmi nous » recense huit dimensions primaires de la pauvreté : les ressources financières, la santé, le logement, l'éducation, l'intégration professionnelle, l'intégration sociale, le statut de résidence et la famille d'origine. Il existe également des dimensions supplémentaires de la pauvreté, notamment psychologique, culturelle, culturelle, éthique et spirituelle. Certaines de ces dimensions sont abordées plus loin dans ce document.

### 2. Pauvreté monétaire:

Toute la complexité de la pauvreté ne peut être saisie par la seule mesure des revenus et / ou des dépenses. Toutefois, la description de la situation financière des enfants et de leur famille en Europe constitue un outil d'illustration utile.

L'EU-SILC<sup>3</sup> présente les taux de risque de pauvreté des enfants, variables selon les États membres de l'Union européenne. Ils se situent généralement entre 10 et 26 pourcent de l'ensemble de la population infantile d'un pays européen.

Si, d'une manière générale, la définition formelle européenne de la pauvreté relative ou du risque de pauvreté<sup>4</sup> constitue un bon indicateur parce qu'elle permet de faire une comparaison entre les pays, d'autres indicateurs doivent également être pris en considération pour obtenir une vision plus complète du phénomène<sup>5</sup>, d'autant plus que la définition ne permet pas d'obtenir une vision des conditions de vie des personnes en risque de pauvreté dans un pays spécifique. Il convient dès lors, au moment d'interpréter des données relatives à la pauvreté, d'examiner la situation au-delà des chiffres, ainsi que les problèmes spécifiques de ces personnes afin de comprendre leurs besoins. Les chiffres n'exposent donc que les faits, sans expliquer le pourquoi d'un contexte donné. L'analyse et les recommandations politiques exposées dans le présent document doivent par conséquent être ajustées aux besoins individuels de chaque pays.

---

1 Child Poverty and Well-Being in the EU, Current Status and Way Forward, Social Protection Committee, European Commission, January 2008, pp. 58-62.

2 For an overview see Frazer, H. and Marlier, E. (2007): Tackling child poverty and promoting the social inclusion of children in the EU, Key lessons.

3 L'EU-SILC est une étude de l'Union européenne sur les revenus et les conditions de vie qui collecte des données comparables sur les revenus, la pauvreté, l'exclusion sociale et les conditions de vie dans les États membres.

4 Proportion de personnes dont le revenu équivalent disponible est inférieur à 60 pourcent du revenu médian national équivalent disponible

5 Tels que l'écart médian relatif de risque de pauvreté, le taux de risque persistant de pauvreté, la dispersion autour du taux de risque de pauvreté, les indicateurs de répartition des revenus tels que le coefficient de Gini, le ratio des quintiles des revenus S80/S20, mais aussi des indicateurs non monétaires, tels que la privation matérielle, l'absence de soins nécessaires, ou ceux - encore à développer - relatifs au bien-être des enfants et au logement

### 3. Conséquences pour les enfants du chômage parental et de la pauvreté des parents travailleurs:

Le travail et les revenus qu'il génère sont le meilleur moyen de minimiser le risque de pauvreté. En général, les transferts sociaux dans les États membres de l'UE réduisent considérablement le taux de risque de pauvreté (pour les différences des taux de réduction, reportez-vous à la section sur les transferts sociaux publics). On peut affirmer que le fait d'avoir un emploi bien rémunéré est garant d'une certaine résistance à la pauvreté et ce, dans tous les pays. C'est d'autant plus vrai pour les familles avec enfants : le fait d'être sans emploi ou de ne pas travailler à temps plein a un impact bien plus élevé sur le risque de pauvreté des familles avec enfants que sur les familles sans enfants. En moyenne, dans l'UE des 27, plus de la moitié des enfants provenant d'une famille avec un lien très faible ou inexistant avec le marché du travail sont exposés au risque de pauvreté<sup>1</sup>.

L'accès au marché du travail est particulièrement difficile pour les parents seuls et les familles nombreuses. Il leur est en effet impossible d'optimiser leurs opportunités de travail ou de formation sans services de garde d'enfants ou structures de soins pour d'autres personnes à charge de la famille qui soient à la fois appropriés, accessibles et financièrement abordables.

L'emploi doit être placé en juxtaposition avec la question d'un revenu équitable pour le travail accompli : même dans les cas d'un emploi à temps plein, le paiement horaire peut encore s'avérer insuffisant pour garantir des conditions de vie décentes à l'employé(é) et sa famille.

La pauvreté des travailleurs existe en Europe : 13 % des enfants dont le(s) parent(s) travaille(nt) vivent en dessous du seuil de pauvreté<sup>2</sup>. Cette proportion est toutefois bien inférieure à celle des enfants vivant dans un ménage sans emploi ou dont les liens avec le marché du travail est insatisfaisant (voir plus haut).

### 4. Liens familiaux et réseaux sociaux locaux:

Les familles jouent un rôle majeur pour favoriser l'inclusion sociale<sup>3</sup>. La solidarité au sein de la famille contribue à la sécurité sociale et génère un sentiment d'appartenance. Un climat familial sain implique que les enfants ont l'opportunité d'établir et d'entretenir une relation pleinement satisfaisante avec leurs parents et les autres membres de la famille. Ceci les aide à se forger une résistance face à une série de problèmes sociaux (comportement antisocial, toxicomanie, activité criminelle...). En revanche, un climat familial dysfonctionnel peut constituer le point de départ d'un processus d'exclusion sociale, par exemple dans le cas d'une séparation, d'une grossesse d'une adolescente ou lorsque surviennent la violence, les abus ou encore les addictions au sein de la famille<sup>4</sup>.

Les réseaux sociaux locaux contribuent à favoriser l'inclusion sociale. Ils peuvent aider les familles à élever leurs enfants, à tisser un filet de sécurité et à promouvoir un climat de solidarité. De tels réseaux peuvent être perçus comme un capital social.

1 Protection sociale et inclusion sociale en Europe – Éléments et chiffres clés, Commission européenne, 2008.

2 Child poverty and well-being in the EU, current status and way forward, Commission européenne, 2008 ; sur le thème de la pauvreté des travailleurs, voir l'Avis (d'initiative) de la section spécialisée Emploi, affaires sociales, citoyenneté, Travail et pauvreté : vers une approche globale indispensable, 18 août 2009, dans [http://eescopinions.eesc.europa.eu/viewdoc.aspx?doc=//esppub1/esp\\_public/ces/soc/soc336/en/ces937-2009\\_pa\\_fr.doc](http://eescopinions.eesc.europa.eu/viewdoc.aspx?doc=//esppub1/esp_public/ces/soc/soc336/en/ces937-2009_pa_fr.doc).

3 Voir le chapitre 1 de « La Pauvreté parmi nous », un document sur la pauvreté publié par Caritas Europa pour l'Année européenne 2010.

4 Caritas Europa, La pauvreté en Europe - La nécessité de politiques orientées en faveur des familles, février 2004, p. 23.

Dans toute l'Europe, les organisations Caritas gèrent un large éventail de services qui contribuent à réduire l'impact de la pauvreté et de l'exclusion sociale sur la vie des enfants. Parmi les exemples, citons l'éducation des enfants (en bas âge), l'aide sociale, des cours pour mieux sensibiliser les parents au développement de l'enfant et la consultation familiale. Ce type de services est plus que jamais indispensable en cette période de crise économique mondiale. Dans le contexte actuel d'économie budgétaire, la réduction des fonds alloués à des services aussi essentiels que ceux-ci suscite une inquiétude grandissante.

### 5. Transferts sociaux publics:

Les transferts sociaux représentent une autre forme de filet de sécurité pouvant réduire l'impact de la pauvreté. En 2006, les transferts sociaux ont permis de réduire de 42 % en moyenne le taux de risque de pauvreté des enfants dans les États membres de l'UE. Dans les pays nordiques, en Allemagne, en France et en Autriche, le risque de pauvreté chez les enfants a été réduit de plus de 55 % par les transferts sociaux, alors qu'en Grèce et en Espagne, la réduction n'atteignait pas les 20 % (aussi pour l'ensemble de la population)<sup>1</sup>. Si l'on examine plus particulièrement les ménages en situation de pauvreté, il existe de fortes variations d'un pays à l'autre en ce qui concerne la contribution relative des revenus et profits au revenu brut des familles. Ce constat reflète les dispositions pour le moins différentes de chaque pays en matière de transferts sociaux.

### 6. Éducation:

Pour aider à surmonter la transmission intergénérationnelle de la pauvreté, les enfants défavorisés devraient bénéficier d'une éducation appropriée qui les arme des compétences et des qualifications nécessaires à l'obtention d'un travail adéquat. Même si cela dépend aussi du marché du travail, il existe d'autres facteurs (comme le logement, la santé et la confiance en soi) susceptibles d'influencer les opportunités d'emploi d'un individu en passe d'atteindre l'âge adulte. Ces facteurs agissent soit directement sur les opportunités d'emploi, soit sur les chances de bénéficier d'une bonne éducation. À titre d'exemple, les problèmes de santé souvent induits par une alimentation, un logement et un environnement inappropriés peuvent avoir un impact important sur le rapport aux études des enfants les plus démunis.

Le fait qu'un enfant atteigne le niveau d'études correspondant à ses capacités dépend de l'accessibilité et de la qualité de l'éducation, et souvent du niveau d'études de ses parents, de leur engagement et de leur interprétation de la valeur de l'enseignement pour l'avenir de leur enfant également.

Certains pays présentent des zones défavorisées – surtout des zones rurales et des quartiers urbains délabrés – où l'offre en matière d'éducation est inadéquate et/ou le niveau d'éducation reste faible. De plus, dans certains pays, les études, et plus particulièrement les études universitaires, coûtent cher. Même à l'école primaire et secondaire, l'acquisition de manuels et autre matériel scolaire (compas, calculatrice...) peut s'avérer coûteuse. Plus particulièrement, l'utilisation croissante des nouvelles technologies et des systèmes informatiques dans le cadre de l'apprentissage va davantage creuser le manque d'opportunités que connaissent les enfants de parents démunis, qui n'ont pas les moyens de s'offrir un ordinateur personnel. Dans ces cas, les enfants pauvres n'auront qu'un accès limité à l'enseignement dont ils ne pourront bénéficier pleinement, encore moins si aucune mesure de transfert social n'a été mise en place, ou alors de manière

---

<sup>1</sup> Protection sociale et inclusion sociale en Europe – Éléments et chiffres clés, Commission européenne, 2008.

inadéquate. Même lorsque l'enseignement n'est pas coûteux, les systèmes scolaires ne sont pas en mesure de garantir des opportunités égales à tous les enfants. Certains arguments laissent à penser que les politiques en matière d'enseignement en Europe devraient se concentrer sur une réforme institutionnelle plutôt que sur l'octroi de fonds supplémentaires. Les constats établis au fil du temps dans un certain nombre de pays européens montrent que l'augmentation des dépenses pour l'enseignement n'a pas amélioré la performance des élèves. On suppose que la performance des élèves dans de nombreux pays européens pourrait être considérablement améliorée en réformant les institutions qui gouvernent les avantages pour les étudiants, les enseignants et l'administration scolaire (voir « Better schools for Europe », OCDE).

Le niveau d'éducation des parents est un autre facteur déterminant de la situation des enfants<sup>1</sup>. Le profil éducationnel des parents pauvres est bien inférieur à celui de leurs pairs. Plus de 30 % des enfants pauvres ont des parents qui n'ont pas terminé leurs études secondaires (contre 16 % pour l'ensemble des enfants) et seulement 16 % des enfants pauvres ont un parent qui a suivi des études supérieures (contre 32 % pour l'ensemble des enfants)<sup>2</sup>.

Les parents avec un faible niveau d'études sont moins susceptibles de pouvoir accompagner leurs enfants dans leur parcours scolaire (les aider à faire leurs devoirs, par exemple) en comparaison aux parents avec un meilleur niveau d'études. En outre, ils ont aussi potentiellement une connaissance plus limitée du système scolaire en soi et ont du mal à s'y retrouver dans « le marché de l'éducation ». Ils peuvent dès lors éprouver des difficultés à identifier et sélectionner les écoles les plus adaptées au potentiel de leur enfant. Enfin, certains parents ne reconnaissent peut-être pas la valeur d'une bonne école ou d'une bonne université et ne vont donc pas soutenir leur enfant ni l'encourager à poursuivre ses études.

Certains enfants éprouvent des difficultés de langage ou des problèmes de communication qui peuvent encore davantage affecter leur scolarité. C'est particulièrement le cas lorsque la famille a récemment migré d'un autre pays ou lorsqu'un enfant est atteint d'une maladie spécifique comme le syndrome d'Asperger ou l'autisme. De plus, les recherches révèlent que la pauvreté est souvent à l'origine d'un retard de langage et que les enfants issus de familles pauvres ont un développement cognitif et social plus lent<sup>3</sup>, dans la mesure où ils sont moins préparés à suivre un enseignement formel que leurs camarades plus nantis au moment d'entamer leur scolarité. Dans de tel cas, un dépistage, une évaluation et un suivi précoces s'avèrent essentiels pour mettre toutes les chances de réussite du côté de l'enfant.

## 7. Logement et environnement de vie

La notion de logement insalubre ou inadéquat englobe toute une série de problèmes, y compris la privation de logement (le sans-abrisme), les problèmes de santé, la surpopulation, l'insécurité et la vie dans les quartiers délabrés des grandes villes ou dans des zones rurales désertées<sup>4</sup>. Comme le révèle le document de Caritas « La Pauvreté parmi nous »<sup>5</sup>, les indicateurs de situations précaires liées au logement sont le sans-

1 Le pourcentage d'enfants vivant avec des parents sous-qualifiés (aucun des parents n'a fait d'études secondaires) varie de moins de 10% dans pratiquement la moitié des pays (y compris la plupart des 12 Etats Membres d'Europe centrale et de l'Est) à 30% ou plus dans les Etats Membres du Sud et en Irlande. Ce pourcentage atteint 65% à Malte et au Portugal.

2 Thematic study on policy measures concerning child poverty, Commission européenne, 2008.

3 De Boyser Katrien (2010) Early childhood poverty in the EU: making a case for action, in Vandenhole Wouter [edit.], Vranken Jan [edit.], De Boyser Katrien [edit.]- Why care? Children's rights and child poverty. Anvers : Intersentia, 2010.- 197 p.

4 Voir la définition ETHOS de l'exclusion liée au logement, publiée par la FEANTSA : <http://www.feantsa.org/files/freshstart/Toolkits/Ethos/Leaflet/FR.pdf>.

5 « La Pauvreté parmi nous », un document Caritas Europa publié dans le cadre de l'Année européenne 2010.

abrisse, la superficie de l'espace vital, la qualité des installations sanitaires et des zones résidentielles. Les ménages à faibles revenus vivent souvent dans des logements insalubres avec des infrastructures médiocres et un espace de vie trop exigü. En ville, ces appartements sont souvent situés dans des quartiers caractérisés par une pollution élevée, une absence d'espaces de loisirs, une insécurité omniprésente et un manque de services publics stratégiquement organisés et coordonnés pour répondre aux besoins identifiés par les résidents eux-mêmes.

Les enfants les plus pauvres sont plus susceptibles de vivre dans des quartiers où les commerces et les infrastructures sont rares et dans des quartiers insuffisamment équipés, voire totalement dénués d'aires de jeu protégées. Le taux de pauvreté des enfants vivant en ville est presque deux fois moins élevé que celui des enfants vivant dans des zones rurales (16 % contre 27 %)<sup>1</sup>.

Les enfants issus de familles pauvres sont plus enclins à se retrouver privés de logement et à devoir passer d'un logement permanent à une série de logements temporaires jusqu'à l'obtention d'un logement permanent. Ceci peut avoir des répercussions sur la scolarité, la santé et les réseaux sociaux tels que les amis, les clubs et toute autre influence positive sur la vie de l'enfant. Lorsque d'autres facteurs entrent en compte comme la crainte que les parents ne puissent subvenir correctement aux besoins de l'enfant, celui-ci peut se retrouver temporairement placé dans différents foyers d'accueil, ce qui peut avoir des répercussions sur la relation à long terme avec ses parents. Dans les cas plus extrêmes où un enfant ne peut pas réintégrer la cellule familiale, il fera l'objet d'une mesure plus permanente, soit en étant placé dans une famille d'accueil à long terme, soit en étant confié à des parents adoptifs. De nombreux enfants peuvent ainsi bénéficier d'une stabilité et d'une prise en charge qu'ils n'ont peut-être pas connue auparavant.

Des conditions de logement déplorables ont une influence sur la transmission intergénérationnelle de la pauvreté. Les familles démunies peuvent faire l'objet de discriminations dans leur recherche d'un emploi parce qu'elles vivent dans un quartier ou sur un emplacement défavorisé comme les campements ou les sites de caravanes des Roms, des Tsiganes ou des gens du voyage. Ces camps sont souvent situés sur des sites aux conditions d'hygiène et de sécurité médiocres, par exemple à proximité d'une usine chimique, des chemins de fer ou d'une autoroute. Ces logements sont en outre souvent exigü, ce qui peut entraver la capacité des enfants à faire leurs devoirs dans de bonnes conditions.

Grandir dans un logement insalubre ou surpeuplé a incontestablement des répercussions durables sur la santé d'un enfant. Ces enfants sont en effet plus susceptibles de souffrir de pathologies sévères ou d'un handicap, parmi lesquels : méningite, infections, problèmes respiratoires tels que l'asthme et problèmes comportementaux ou de santé mentale. Les enfants sans abri sont particulièrement défavorisés à cet égard dans la mesure où leur situation les oblige bien souvent à interrompre leur scolarité.

Un logement insalubre ou inadéquat a donc des répercussions aussi bien immédiates qu'à long terme sur le développement des enfants. Ces répercussions ciblent quatre aspects cruciaux : la santé, le bien-être émotionnel, la scolarité et la sécurité financière.

---

<sup>1</sup> Les enfants sans domicile en Europe – Panorama des tendances émergentes, FEANTSA, 2007.

## 8. Santé

Il a été plus largement prouvé que la pauvreté a des répercussions négatives sur la santé. Les enfants nés dans des familles à faibles revenus sont bien plus exposés aux problèmes de santé dus à :

- des facteurs environnementaux, notamment :
  1. un logement inadéquat ou surpeuplé
  2. une proximité avec des lieux nocifs pour l'environnement et la santé
  
- un mode de vie malsain, notamment :
  1. un manque d'accès à des aires de jeu en plein air,
  2. la malnutrition et les aliments de mauvaise qualité,
  3. un manque d'informations relatives à une alimentation saine,
  4. le tabagisme, l'alcoolisme, la toxicomanie et autres addictions
  
- un accès limité aux soins de santé, notamment :
  1. des services pédiatriques inadéquats,
  2. le manque de moyens pour se déplacer jusqu'aux services de santé,
  3. le coût élevé des soins hospitaliers,
  4. l'incapacité à payer des médicaments ou des traitements coûteux

Les enfants qui souffrent de problèmes de santé ont moins de chances de réussir leurs études car ils sont souvent contraints de s'absenter pendant de longues périodes de l'enseignement général en raison de leur maladie.

Il faut noter que le fait d'avoir un enfant avec de graves problèmes de santé et/ou une quelconque forme de handicap peut augmenter les risques d'une famille de sombrer dans la pauvreté dans la mesure où les parents doivent parfois cesser de travailler pour s'occuper de leur enfant et assurer son suivi médical.

## 9. Bien-être émotionnel

Il est particulièrement difficile pour un enfant en situation de pauvreté d'avoir une certaine estime de soi et de faire preuve d'assurance. Les messages que les enfants démunis reçoivent des autres les touchent au plus profond de leur dignité en minant leur amour propre et leur assurance. Ceci peut constituer un frein aux ambitions et aux attentes de l'enfant jusqu'à devenir une prophétie qui s'accomplit où l'enfant ne s'épanouit pas en tant qu'adulte. Un individu qui n'a qu'une faible estime de soi va également perdre son assurance et

sa capacité à apporter des changements positifs dans sa vie.

L'impact de situations défavorables sur le bien-être émotionnel des enfants peut être illustré par les conséquences de :

- La maltraitance
- Avoir des parents travailleurs migrants dans un autre pays

### Violence, négligence et conditions sociales défavorables : la maltraitance des enfants

L'abus et la maltraitance des enfants ont lieu à des degrés variables et à tous les niveaux socio-économiques. Dans le contexte d'une famille prise au piège du labyrinthe de la pauvreté, les tensions qui en résultent peuvent susciter des niveaux d'anxiété élevés pouvant à leur tour déclencher un comportement psychologiquement, émotionnellement et/ou physiquement violent ou toute autre forme d'abus. La violence envers la fratrie ou les semblables (à l'école, par exemple) est aussi plus susceptible d'être exprimée dans des contextes sociaux générateurs de stress où l'absence de perspectives d'avenir entraîne à son tour un manque d'ambition.

La violence envers les enfants existe dans tous les pays. Il existe des données officielles, dont une grande partie n'est probablement pas fiable - surtout les données relatives à la violence domestique – dans la mesure où les victimes ne dénoncent pas toujours les faits par peur de représailles, d'être stigmatisés ou par honte, voire même par solidarité avec l'agresseur (« Syndrome de Stockholm »). L'enfant victime de violences en restera profondément marqué tout au long de sa vie.

Toute politique sociale doit prioritairement se concentrer sur la protection des enfants. Dans le contexte de la famille, cela peut inclure une intervention rapide pour venir en aide aux familles qui sont sous pression. Les familles ont le droit de bénéficier d'une aide de l'État dans leur activité parentale. Le gouvernement a le devoir d'organiser cette aide qui peut être apportée par différents prestataires de services, notamment des ONG.

### La situation unique des enfants dont les parents sont des travailleurs migrants

Certains pays d'Europe de l'Est ont connu des migrations massives de personnes parties travailler à l'étranger. Beaucoup de ces « travailleurs migrants » quittent le pays sans leurs enfants - confiés à des proches ou livrés à eux-mêmes dans leur pays d'origine. Lorsque la migration est illégale, il devient difficile voire impossible pour les parents de rentrer au pays voir leurs enfants. Beaucoup de ces enfants vivent donc séparés de leurs parents pendant des périodes prolongées.

Début 2008, Caritas Moldavie déclarait qu'environ 30 % des enfants moldaves avaient des parents partis travailler à l'étranger ; un phénomène qui devient tout aussi inquiétant en Pologne et en Ukraine.

Même si ces enfants disposent d'une sécurité matérielle grâce à l'argent envoyé par leurs parents, l'absence et la séparation de leurs parents ont bien souvent un impact négatif, qui se manifeste plus particulièrement sous la forme de troubles affectifs et d'autres problèmes relationnels. Les enfants dont les parents sont à l'étranger peuvent donc ressentir un sentiment de solitude, d'abandon émotionnel et d'insécurité. Le fait

d'être confiés à des proches n'empêche pas le sentiment d'abandon par leurs parents. Et lorsqu'ils ne sont pas sous la supervision d'un proche, les enfants doivent organiser leur vie seuls et éventuellement celle de leurs frère(s) et/ou sœur(s) plus jeunes, au risque d'être surchargés. Ce genre de situation entraîne souvent une perte de la confiance en soi et une incapacité à passer par les étapes nécessaires au développement. Sans compter que la communication et la relation avec les parents peut fréquemment en pâtir. Cette situation laisse de nombreux enfants sans structure familiale fonctionnelle, privés de lignes de conduite ou de repères dans leur vie.

À ce jour, aucune mesure de politique sociale n'a été prévue pour améliorer la situation de ces enfants. Il s'agit clairement d'un énorme défi pour les États européens concernés.

### Discrimination

Davantage d'efforts doivent être consentis pour faire face au risque d'exclusion sociale auquel sont confrontés les enfants victimes de discrimination comme les enfants issus des communautés roms ou des gens du voyage, les enfants avec un handicap, les enfants privés de l'attention parentale, les enfants de parents homosexuels, les enfants de migrants, les enfants dont les parents travaillent à l'étranger ou avec des problèmes psychiatriques, les enfants des rues ou vivant dans des environnements insalubres et les enfants dont un ou les deux parents sont en prison. La discrimination peut être une porte d'entrée dans le labyrinthe de la pauvreté ou un facteur contribuant à embourber les enfants et leur famille dans ce piège. En ce sens, il convient de mettre en place des politiques et des procédures appropriées pour contrer les effets de la discrimination.

### Scolarité

Pour toute considération à ce sujet, veuillez vous référer au paragraphe correspondant, page 6.

### Sécurité économique – L'impact de la crise économique

La crise économique mondiale rend la situation des enfants pauvres et de leur famille d'autant plus difficile. Les parents voient les opportunités de travail s'amenuiser du fait de la récession économique globale. Si l'État dispose de moins de rentrées fiscales, il est susceptible de réduire les dépenses en matière de services et de transferts sociaux. Il demeure toutefois de son devoir en cette période de crise de venir en aide aux plus démunis et d'assurer leur bien-être.

## ■ C. Surmonter les obstacles – Vers une meilleure compréhension du labyrinthe

La métaphore du labyrinthe ne sert pas uniquement à expliquer l'expérience des pauvres, elle reflète également les multiples difficultés auxquelles sont confrontés les responsables politiques et les hommes d'État. La façon dont nous expliquons ou formulons les problèmes façonne les options que nous estimons disponibles pour les résoudre. Dans cette section, nous nous attacherons à explorer plus en profondeur toutes les implications du labyrinthe pour l'ensemble des parties concernées.

Une pléthore de mécanismes de désancrage intervient dans la création et l'augmentation de la pauvreté et de l'exclusion sociale des familles pauvres. Ces familles peuvent ainsi se retrouver en marge de la société, incapables d'accéder aux services qui apparaissent comme évidents pour nombre d'entre nous. Ceci peut impliquer :

- Une méconnaissance ou une désinformation des droits individuels, des services et des aides disponibles ; l'aptitude à lire et écrire, l'accès aux technologies de l'information et de la communication ou encore les compétences linguistiques peuvent constituer un facteur déterminant à cet égard.
- La réticence des banques et autres institutions financières légitimes à localiser leurs services dans les quartiers pauvres ou à consentir un crédit aux pauvres, ne leur laissant pas d'autre choix que de contracter des prêts à des taux d'intérêt exorbitants auprès de prêteurs peu scrupuleux, générant ainsi encore davantage de pauvreté et d'insécurité.
- Une dépendance aux transports publics, qui peut limiter l'accès aux supermarchés ou centres commerciaux où un large choix de produits alimentaires sains sont disponibles à des meilleurs prix ; il en va de même pour l'accès limité aux centres sportifs et de loisirs publics moins chers, qui favorisent un mode de vie plus sain. L'accès aux services de santé s'avère encore plus inquiétant dans la mesure où ils ne sont pas toujours présents dans les lotissements sociaux, ce qui peut entraîner des frais de déplacement élevés.
- Toute une série de prestataires de services publics et autres sont peu disposés à se rendre dans les quartiers pauvres car ils craignent d'exposer leur santé et leur sécurité dans l'exercice de leurs fonctions. Il en résulte que les pauvres se retrouvent livrés à eux-mêmes dans le labyrinthe. C'est comme s'ils étaient confrontés à une barrière mentale, sinon physique, qui exacerbe et perpétue la ghettoïsation des pauvres.

Une question surgit : pourquoi la transmission intergénérationnelle de la pauvreté persiste-t-elle malgré les tentatives d'amélioration des résultats scolaires, d'emploi, de santé et de logement pour les enfants pauvres et leur famille ? Examinons à présent quelques pistes qui peuvent nous aider à comprendre ce phénomène, ainsi que d'autres risques que recèle le labyrinthe.

Les réseaux qui unissent les gens et tissent les liens d'une communauté sont parfois qualifiés de « capital social » par analogie au capital financier. Un manque de capital social implique également un manque de réseaux sociaux qui peuvent eux aussi venir en aide ou conseiller les parents quant à la manière de faire prendre une autre tournure à l'histoire qu'ils sont en train d'écrire. À un niveau purement pratique, cela peut impliquer de ne pas disposer des connaissances ou des personnes qui pourront les conseiller sur la façon

d'identifier une bonne école où les enfants peuvent suivre une scolarité de qualité. Cela peut impliquer un manque de confiance de fréquenter une bonne école parce que personne dans la famille n'a jamais été bon à l'école et que les parents et leurs enfants n'ont pas de modèle de référence dans leur réseau social pour leur dire le contraire. L'absence de capital social au niveau scolaire peut donc se reproduire pour les générations suivantes, contribuant ainsi à pérenniser une situation de pauvreté et d'exclusion sociale. Cela peut également induire une forme d'acceptation de sa propre situation au sein de la société et des facteurs psychologiques ou émotionnels peuvent également venir s'ajouter tels que le mépris de soi, l'ambivalence ou encore un sentiment d'impuissance.

Le capital social s'enrichit par l'usage qui en est fait ; il s'appauvrit par la négligence. Il peut - et doit - être entretenu, mais cela implique pour notre société de redécouvrir le rôle central de la responsabilité personnelle et du don de services aux autres . En ce qui concerne la transmission intergénérationnelle de la pauvreté, cela se traduit par la nécessité de mettre en place des politiques et des programmes qui augmentent le capital social, par exemple en donnant des conseils visant à augmenter les chances de réussite scolaire. Et - peut-être encore plus important - susciter chez les pauvres le sentiment d'être capable de décider seul de sa propre vie.

Il ne fait aucun doute que le travail entrepris par les nombreuses organisations Caritas à travers l'Europe contribue fortement à enrichir le capital social et l'avenir à plus long terme des pauvres avec lesquels elles travaillent aujourd'hui, en veillant à ce que les personnes avec qui elles travaillent aujourd'hui ne seront pas les pauvres avec qui elles travailleront demain.

## ■ D. Recommendations

Combattre la pauvreté est un processus qui s'inscrit bien au-delà de l'assistance matérielle et financière – même si ces dernières sont nécessaires pour garantir une vie plus digne à chacun d'entre nous. Nos recommandations sont basées sur les principes fondamentaux suivants, conformément à la Convention relative aux droits de l'enfant de l'ONU :

- Dans un effort politique collectif de lutte contre la pauvreté des enfants, de la part de l'UE et de ses États Membres, la plus grande attention devrait être portée à la situation des familles. Dans la plupart des cas, la pauvreté infantile a lieu au sein même du contexte familial. C'est pourquoi Caritas Europa suggère l'adoption d'une terminologie politique dans laquelle « la pauvreté familiale » est directement associée à « la pauvreté des enfants ». Il convient de prendre en compte le caractère considérablement variable des différentes formes et structures familiales au moment d'élaborer les politiques.
- Pour concrétiser les droits économiques, sociaux et culturels des enfants, les États doivent garantir que ceux-ci font partie intégrante de la législation nationale et qu'ils sont rendus exécutoires. Ceci permettrait d'assurer l'accès des enfants à leurs propres droits. L'accès général à la justice constitue une condition préalable au succès de la lutte contre la pauvreté.
- Les enfants devraient pouvoir jouer avec d'autres enfants et entretenir avec eux des liens sociaux, nouer des amitiés et apprendre à se positionner dans un groupe. Les communautés et les réseaux sociaux sont nécessaires pour donner aux enfants l'opportunité d'interagir avec des adultes autres que leurs parents.

- L'engagement et la participation des enfants dans la vie publique et communautaire devraient être encouragés. Les enfants devraient être plus particulièrement consultés pour les politiques qui les concernent. Pour ce faire efficacement, les enfants devraient être formés et accompagnés dans ce processus.
- Les enfants ont le droit de grandir en bonne santé. Les soins de santé, les conditions de logement, les infrastructures et l'environnement doivent préserver la santé des enfants indépendamment des revenus de leur famille.
- Les politiciens et les responsables politiques doivent être attentifs aux messages et conséquences involontaires et indésirables des politiques ciblant les enfants pauvres et leur famille dans la mesure où elles peuvent renforcer l'exclusion sociale qu'elles cherchent à endiguer.
- La lutte contre la pauvreté des enfants nécessite des mesures politiques multidimensionnelles prenant en compte les différentes parties concernées : l'État, les communautés locales, les autorités scolaires ainsi que les enseignants et les travailleurs du secteur de la petite enfance, les organismes d'assistance sociale, les églises, les travailleurs bénévoles, etc. Par-dessus tout, c'est l'attitude de la société dans son ensemble qui s'avère cruciale pour surmonter la pauvreté, et cela implique la nécessité d'une volonté politique.
- Afin d'éviter la transmission intergénérationnelle de la pauvreté, la solidarité entre les générations doit être renforcée, plus particulièrement par une aide holistique auprès des familles

Des recommandations politiques plus spécifiques peuvent être subsumées en cinq requêtes principales :

1. Établir et garantir le revenu minimum nécessaire à une vie digne
2. Améliorer les aptitudes et l'éducation
3. Permettre aux enfants de grandir en bonne santé et dans un climat de confiance en garantissant notamment des conditions de logement correctes
4. Contrôler et évaluer les politiques de lutte contre la pauvreté des enfants en faisant également intervenir les enfants dans le processus
5. Favoriser la solidarité intergénérationnelle au sein des familles et de la société en général

## [1. Etablir et garantir le revenu minimum nécessaire à une vie digne](#)

### *1.1 Accès au marché du travail*

L'accès au marché du travail doit être facilité pour les parents. Il faut prévoir des instruments pour promouvoir le travail des parents, comme des structures de garde d'enfants flexibles, accessibles, financièrement abordables et qui garantissent un niveau de qualité élevé. Les conditions et les horaires de travail doivent être flexibles pour permettre aux parents de passer du temps avec leurs enfants. Ceci s'applique encore plus particulièrement aux familles monoparentales.

Les conditions de travail, notamment une rémunération juste et des horaires de travail flexibles, doivent être

compatibles avec une vie de famille. Des objectifs d'équilibre vie-travail devraient être fixés, avec le bien-être familial comme première préoccupation, plutôt que de vouloir ajuster les besoins de la famille au marché de l'emploi.

L'accès aux formations et aux qualifications spéciales est essentiel pour les adultes vulnérables qui souhaitent se positionner sur le marché du travail. Ces mesures peuvent cibler des catégories de parents spécifiques tels que les parents seuls, les chômeurs ou les parents de ménages sans emploi. L'éducation et la formation spéciales pour les jeunes parents, et plus particulièrement pour les mères, devraient être complétées par des programmes d'alphabétisation pour adultes lorsque cela s'avère nécessaire.

Cependant toutes les familles devraient avoir l'opportunité, indépendamment des revenus, d'élever leurs enfants à la maison si elles le souhaitent. Les gouvernements ont une contribution positive à apporter à cet égard en faisant intervenir un droit statutaire à des congés payés de maternité et de paternité allongés suite à la naissance ou l'adoption d'un enfant. En outre, les gouvernements pourraient légiférer dans le sens d'allocations supplémentaires de congé parental, payé ou non, durant les premières années de vie d'un enfant ou lors des étapes de transition importantes dans la vie d'un enfant. Les gouvernements devraient notamment travailler avec les employeurs et les syndicats pour développer de tels programmes.

### *1.2 Transferts sociaux*

Le système social doit faire face à la réalité que le simple fait d'avoir des enfants à charge peut entraîner une famille dans la pauvreté.

Les transferts sociaux doivent garantir un revenu minimum pour que chacun puisse s'assurer une position décente dans la société sans créer de culture de la dépendance.

### *1.3 Accès aux services financiers*

L'accès aux services financiers peut être entravé de nombreuses façons. Dans de nombreux pays, il est impossible ou très difficile pour les personnes endettées d'ouvrir un compte bancaire. Le fait d'avoir un compte bancaire est pourtant l'un des prérequis pour mener une vie « normale » : les salaires sont versés et les loyers payés par ce canal, un prélèvement automatique peut s'avérer nécessaire, etc. Garantir l'accès pour tous aux comptes bancaires est une étape nécessaire pour combattre la pauvreté et l'exclusion sociale. En outre, il convient de prévoir une forme de conseil pour les personnes endettées.

Etant donné que les banques commerciales ne sont pas toujours présentes dans les quartiers les plus pauvres, dont les résidents n'ont d'autre choix que de se tourner vers des prêteurs peu scrupuleux pratiquant des taux d'intérêt plus élevés sachant que les banques sont réticentes à octroyer des prêts aux pauvres, nous recommandons aux gouvernements et aux ONG d'améliorer les conditions d'accès au capital pour démarrer une activité non salariée. De telles structures peuvent notamment inclure des coopératives de crédit, la micro-finance et des initiatives de coopérative.

## 2. Améliorer les aptitudes et l'éducation

### *2.1 Amélioration des aptitudes*

*Familles:* Il est d'une importance capitale de se concentrer sur des programmes visant à aider les familles et à renforcer l'influence positive des parents sur leurs enfants. Certaines familles ont besoin d'être aidées et assistées pour organiser leur vie et mener leurs combats. Les réseaux sociaux locaux peuvent être d'une aide significative à cet égard. C'est pourquoi il est important de renforcer ces réseaux, par exemple en mettant à disposition des espaces de rencontre.

Il convient également de prévoir des programmes d'accompagnement et de conseil pour aider les familles à prendre des décisions dans le choix des opportunités scolaires les mieux adaptées à leurs enfants.

*Enfants:* Il doit y avoir des infrastructures suffisamment développées pour permettre aux enfants de suivre des activités culturelles, sportives et récréatives et de participer à la vie sociale.

Un dépistage précoce d'un retard de développement chez les enfants nécessite des services spécialisés appropriés (par exemple, un retard de langage qui peut avoir un impact significatif sur les débuts du parcours scolaire de l'enfant).

Pour les enfants issus de l'immigration qui ne maîtrisent pas suffisamment la langue du pays, une aide supplémentaire devrait être prévue pour accélérer l'acquisition de la nouvelle langue. Le soutien scolaire est également nécessaire pour les plus jeunes.

### *2.2 Éducation*

L'enseignement est l'un des moyens d'en finir avec le cercle vicieux de la pauvreté. Il constitue un facteur crucial pour permettre aux enfants issus de milieux défavorisés de bénéficier des mêmes opportunités et perspectives de vie. Ceci devrait venir de :

- la gratuité de l'enseignement et des écoles dès le plus jeune âge;
- l'octroi de bourses pour financer les frais d'inscription mais aussi l'entretien et le transport pour les étudiants les plus démunis ;
- l'aide scolaire, par exemple en finançant les livres, les vêtements, les repas ;
- des mesures de prévention du décrochage scolaire.

Il est nécessaire de garantir un accès facile à l'enseignement – notamment aux informations – à l'attention des parents sur les opportunités que la scolarité peut apporter à la future réussite économique de leurs enfants. Le système scolaire doit garantir des opportunités égales pour tous.

Les inégalités scolaires qui existent entre les régions rurales et urbaines doivent être prises en charge.

Le programme d'enseignement devrait inclure l'éducation à la citoyenneté et la résolution des conflits.

Pour éviter l'entrée précoce des jeunes dans la pauvreté, il est important de développer leurs compétences financières, notamment en matière de gestion d'un budget et des ressources personnelles en abordant ces sujets dans le programme d'enseignement.

### 3. Permettre aux enfants de grandir en bonne santé et dans un climat de confiance en garantissant notamment des conditions de logement correctes

Il doit y avoir suffisamment de logements pour les familles. Les familles pauvres devraient être assistées dans la recherche d'un logement adéquat. Ceci peut se faire en finançant directement des logements sociaux ou en aidant financièrement les familles. Il convient, en outre :

- de réduire les différences entre le milieu urbain et rural ;
- d'éradiquer les quartiers insalubres ;
- de réduire les logements temporaires ;
- de développer des stratégies pour éviter que les enfants ne soient expulsés de chez eux ;
- de développer des politiques urbaines pour promouvoir l'accès à la culture et au sport dans les quartiers défavorisés.

En prévoyant ces logements, les gouvernements devraient prendre dûment en considération la nécessité pour les enfants de vivre dans un environnement sûr, sain et qui leur soit adapté.

Il existe un besoin pressant d'améliorer l'accès aux services de santé pour les jeunes enfants et leur famille. Parmi les exemples, citons les soins préventifs tels que les soins de santé des jeunes enfants ; des bilans de santé réguliers pour les enfants et des maternités et cliniques pédiatriques gratuites ; des professionnels de la santé qui proposent des vaccinations dans les écoles, offrent des soins dentaires, conseillent en matière de santé mentale, fournissent des informations sur l'abus de drogues, contribuent à l'éducation de la relation associée aux valeurs familiales, à la promotion d'habitudes alimentaires saines, au développement de packages de formation pour les professionnels des services sociaux et de santé.

Davantage d'efforts doivent être consentis pour remédier au risque d'exclusion sociale qui menace les enfants victimes de multiples préjudices et qui ont tendance à être particulièrement marginalisés comme les enfants roms, gitans ou du voyage ; les enfants avec un handicap ; les enfants privés d'attention parentale ; les enfants issus de l'immigration ; les enfants victimes de violences, d'abus ou de traite des enfants, les enfants vivant dans des familles où il existe des problèmes de maltraitance, d'alcoolisme ou de toxicomanie, des problèmes de santé ou psychiatriques ; les enfants des rues ou vivant dans des milieux très pauvres ; les enfants forcés au travail ; les enfants dont les parents travaillent à l'étranger ; les enfants dont un ou les deux parents sont en prison.

La participation de groupes exclus doit également être renforcée. Cela signifie impliquer les personnes en situation de pauvreté dans les processus de législation et leur donner un pouvoir d'initiative. Toutes les parties concernées devraient être engagées dans le dialogue politique. L'idée est d'impliquer les gens plutôt que de les assister. Ceci s'applique à la politique mais aussi à l'élaboration des programmes sociaux et de santé.

La participation des enfants est un principe clé de la Convention relative aux droits de l'enfant de l'ONU ; l'opinion des enfants doit être prise en compte pour les décisions qui les concernent, surtout pour les enfants les plus vulnérables (notamment les enfants de parents séparés, les enfants nécessitant des traitements alternatifs, les enfants des rues et les enfants migrants).

#### [4. Contrôler et évaluer les politiques de lutte contre la pauvreté des enfants en faisant également intervenir les enfants dans le processus](#)

Le contrôle et l'évaluation sont importants pour apprécier les progrès réalisés, évaluer l'impact et élaborer des mesures politiques efficaces.

Les comptes-rendus et les engagements qui ont été conclus dans le domaine de la pauvreté infantile au cours de l'année 2007 (année phare de la pauvreté infantile dans le cadre de la stratégie de protection sociale et d'inclusion sociale de l'UE) doivent faire l'objet d'un suivi et être davantage développés.

Il est nécessaire de poursuivre les efforts pour renforcer le contrôle et l'évaluation de l'ensemble des politiques de lutte contre la pauvreté infantile tout en tenant compte de la situation des enfants les plus vulnérables. Ceci nécessitera la mise en œuvre d'instruments de contrôle spécifiques. Les enfants et leur famille doivent être inclus dans ce processus.

Les mêmes critères devraient être utilisés dans tous les pays pour permettre la comparaison et l'apprentissage mutuel dans toute l'Union européenne.

#### [5. Encourager la solidarité intergénérationnelle au sein des familles et dans la société en général](#)

La solidarité intergénérationnelle devrait être utilisée pour aider à surmonter certains des préjudices engendrés par la pauvreté infantile. Les gouvernements devraient favoriser cette solidarité intergénérationnelle en encourageant et en finançant des programmes qui facilitent les énergies coopératives et créatives des personnes toutes générations confondues qui travaillent pour surmonter les préjudices dont sont victimes les enfants pauvres.

De même, les personnes plus âgées pourraient, par exemple, après avoir suivi une formation et en bénéficiant de l'aide adéquate, venir compléter les services scolaires existants en accompagnant bénévolement les enfants démunis dans leurs devoirs ou leurs exercices de lecture.

## ■ E. Conclusions et autres considérations

Investir dans les politiques en faveur des enfants, c'est investir dans notre avenir à tous. Il est crucial d'intervenir suffisamment tôt dans le cycle de vie des enfants et d'apporter une aide et un accompagnement de manière anticipée aux familles pour combattre la transmission intergénérationnelle de la pauvreté. Le seul héritage familial d'un enfant ne devrait jamais être celui de vivre sa vie piégé dans le labyrinthe de la pauvreté. En intervenant suffisamment tôt et de manière ciblée, il devrait être possible de construire un environnement sécurisé et épanouissant donnant aux enfants la possibilité de nourrir des aspirations et les moyens de les concrétiser. Les enfants sont vulnérables et sont trop souvent les premières victimes de la pauvreté. Ils ne sont pas suffisamment entendus par les gouvernements parce qu'ils n'ont aucun pouvoir électoral, mais les enfants font pourtant partie intégrante de la solution et il est de notre devoir de les écouter, d'apprendre et d'apporter le changement qui mettra un terme à la pauvreté des enfants et des familles.

Nous sommes conscients qu'en cette période de crise financière mondiale, les gouvernements et les autorités locales ont tendance à réduire les dépenses publiques. Ceci souligne la nécessité d'explorer de nouvelles façons innovantes et peu coûteuses d'apporter de l'aide et des services aux enfants vulnérables et en situation de pauvreté. Nous pensons qu'au sein des organisations Caritas d'Europe, certains projets sont menacés d'être clôturés alors qu'ils s'avèrent plus nécessaires aujourd'hui que jamais. Nous sommes avides de savoir comment ces organisations répondent aux besoins des enfants et des familles avec des projets innovants et imaginatifs nécessitant moins de ressources. Mais nous aimerions également comprendre dans quelle mesure la crise financière a encore davantage compliqué ce labyrinthe dans lequel sont pris les enfants pauvres.

Il est de la mission de Caritas Europa de continuer à s'assurer que les voix de ces enfants et de leur famille, tapis au fond du labyrinthe, soient clairement entendues sur la scène publique. Ce n'est que de cette manière que nous pourrions répondre efficacement à leurs besoins.

Dans le contexte de la nouvelle stratégie Europe 2020, les organisations Caritas continueront à surveiller l'impact de la crise et à travailler sur des propositions de nouvelles solutions pour contribuer à atteindre le grand objectif de sortir plus de 20 millions de personnes de la pauvreté. L'année 2012 représentera une bonne opportunité pour approfondir la connaissance générale de la solidarité intergénérationnelle et examiner dans quelle mesure elle peut constituer une solution parmi de nombreuses autres pour aider à éradiquer la pauvreté des enfants.

Nous exposons ci-dessus les points clés du travail qui reste à accomplir par Caritas Europa en matière de pauvreté infantile.

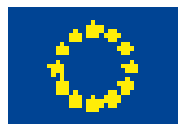
# ■ Remerciements

---

Caritas Europa souhaite remercier en particulier les Organisations membres qui ont contribué à cette publication:

- o Catholic Children's Society Westminster and Caritas SAN in the UK
- o Secours Catholique – Caritas France
- o Deutscher Caritasverband
- o Caritas Slovénie
- o Caritas Estonie
- o Caritas Luxembourg

2010  
European Year  
for Combating  
Poverty and  
Social Exclusion



Rue de Pascale, 4 • 1040 Brussels • Belgium  
Tel.: +32 (0)2 280 02 80 • Fax: +32 (0)2 230 16 58  
Email: [info@caritas-europa.org](mailto:info@caritas-europa.org) • Website: [www.caritas-europa.org](http://www.caritas-europa.org)